

### *L'article 52 du Règlement*

Troisièmement, nous demandons qu'on effectue une vaste consultation auprès des responsables de l'environnement et des municipalités de l'île de Vancouver.

Quatrièmement, nous demandons une indemnisation pour les membres de l'industrie touristique et de l'industrie de la pêche à qui les déversements ont causé du tort. Ce n'est pas aux Canadiens à engager, à titre individuel, des poursuites judiciaires coûteuses sur la scène internationale. Le gouvernement devrait les dédommager immédiatement et engager lui-même les poursuites.

Cinquièmement, nous demandons la suspension du forage au large des côtes. Sixièmement, nous comptons sur le gouvernement pour qu'il porte une attention toute particulière à la recherche et au développement dans ce domaine. Dans ma circonscription de Victoria, on a mis au point le procédé OSCAR pour réparer les dommages causés par les déversements pétroliers. Il s'agit d'un procédé technique différent de l'écumage habituellement utilisé. C'est une technique préconisée par les spécialistes de l'industrie pétrolière et l'industrie marine. C'est une technologie canadienne qui reçoit l'appui du secteur privé. Nous estimons que c'est l'occasion de développer la technologie canadienne, de faire appel à l'intelligence et la l'ingéniosité des Canadiens pour trouver des solutions à ces catastrophes écologiques très complexes et nous demandons au Ministre d'y porter une attention très sérieuse et objective.

Septièmement, nous demandons que des normes et des contrôles soient imposés à tous les pétroliers et les chalands qui empruntent nos eaux territoriales. Une partie du problème qui existe à Victoria, par exemple, tient au fait que quatre ou six des pétroliers qui passent par le détroit Juan de Fuca qui se trouve à quelques milles à peine de Victoria se font vieux. Ce sont des risques de catastrophe écologique en puissance. Une catastrophe va sûrement se produire, comme l'honorable député de Esquimalt-Juan de Fuca (M. Barrett) l'a indiqué, à moins que le gouvernement n'agisse rapidement en vue d'imposer des normes et des contrôles.

Enfin, nous demandons au gouvernement d'examiner les recommandations du groupe de travail tripartite qui a produit son rapport en janvier.

Les déversements pétroliers du Valdez et de la côte ouest viennent mettre la population du Canada, et en fait la population du monde entier, en garde contre ce que nous faisons subir à notre environnement. Le problème ne se limite pas à la question des déversements de pétrole; il nous oblige à nous interroger sur ce que nous faisons subir sur le plan écologique à notre planète.

Encore une fois, la population devance les gouvernements. La population demande et nous demandons en

son nom à la Chambre des communes que nos problèmes environnementaux soient considérés comme la question fondamentale de l'heure. Le temps presse. Nous devons vite trouver de nouvelles sources d'énergie et des moyens révolutionnaires d'envisager les problèmes que posent le transport et le carburant. Nous devons découvrir de nouveaux moyens de préservation. Nous devons trouver des solutions tout à fait nouvelles pour résoudre les problèmes auxquels nous avons à faire face.

C'est un débat important. Je demande instamment au gouvernement d'appuyer les idées exprimées.

**M. Dennis Mills (Broadview-Greenwood):** Monsieur le Président, au cours des discussions que j'ai engagées avec beaucoup de mes commettants au cours des trois derniers mois, j'ai pu constater que la question qui a la priorité pour eux est celle de l'environnement. On croit ardemment, pas seulement dans ma circonscription, mais aussi dans toutes les circonscriptions du pays il me semble, que s'offre à nous une occasion très spéciale d'établir une norme internationale, un modèle international avec les recommandations de la Commission Brundtland.

Quand je suis revenu à Ottawa lundi pour assister au discours du Trône, j'étais très emballé. J'ai entendu des propos comme ceux-ci: «Les Canadiens ont un sens aigu des liens qui les rattachent à leur milieu naturel, dont la richesse et l'immensité ont façonné leurs valeurs et leur expérience. Dans toutes les régions du pays, dans toutes les communautés linguistiques et ethniques, il existe un souci commun de protéger notre environnement pour les générations futures» et le discours continuait dans la même veine. Il y était aussi question d'une table ronde nationale sur l'environnement et d'autres initiatives s'inscrivant dans un nouveau plan de protection de l'environnement ayant différents objectifs. J'étais très enthousiaste quand j'ai quitté la Chambre du Sénat.

Comme le ministre de l'Environnement (M. Bouchard) l'a fait remarqué plus tôt ce soir, probablement qu'aucun autre discours du Trône n'aura traité autant de la volonté du gouvernement sur le plan national en matière d'environnement.

• (0050)

Nous aimons notre pays et nous nous en faisons tous une vision. Je crois qu'à cet égard le défi qu'il nous faut relever, c'est de concrétiser cette vision et ce sentiment dont nous avons parlé. Tout à l'heure, le ministre a parlé d'une approche impartiale de l'environnement. C'est une très bonne façon, selon moi, d'aborder cette question. Je le répète, il nous faut concrétiser cette vision. Quels sont les mécanismes de cette approche impartiale? Je ne comprends pas la logique. Si nous adoptons une approche impartiale, pourquoi alors ne pas ouvrir une enquête publique officielle? Quel mal y aurait-il à le faire? J'ai du